

Les enseignants menacent de boycotter les examens en cas de non-réponse

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4934 - Mardi 19 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Affaire de l'incendie à la maternité d'El-Oued Trois condamnations et quatre acquittements

Page 24

Deuxième jour de la course au Palais d'El Mouradia

Une campagne sur fond d'inquiétudes sur la participation populaire

Page 2

Halte à l'amalgame !

Par Mohamed Habili

Au jour d'aujourd'hui, on entend souvent citer dans les médias l'Algérie aux côtés de l'Irak et du Liban, auxquels il arrive mais plus rarement qu'on ajoute le Soudan, censé pourtant avoir quant à lui déjà accompli sa « révolution », comme autant d'exemples concomitants de pays arabes soulevés par une sorte de nouveau printemps. Tous ceux qui font cette identification ne semblent pas être animés des mêmes intentions. Il en est qui ont l'air de croire vraiment que ces trois ou quatre situations sont équivalentes quant à l'essentiel, autant dire des copies les unes des autres, à quelques nuances nationales près. D'autres en revanche font carrément dans l'agit-prop, mus à l'évidence par le souci d'ajouter de l'huile sur le feu qu'ils croient en train de prendre ou avoir déjà pris chez nous. N'oublions pas que pendant longtemps les médias français décrivaient l'Algérie comme étant un pays au bord de l'explosion, fidèlement repris en cela par des journaux algériens, et cela bien avant le début des manifestations hebdomadaires actuelles. Ces médias, constants dans leur hostilité à notre égard, se sont fait une spécialité de ce grossier amalgame, eux qui en principe sont les mieux placés pour voir ce qui sépare le cas algérien des deux autres, d'autant que les différences sont frappantes. Au Liban et en Irak, les mouvements de protestation en cours ont éclaté sur des revendications purement sociales mais dans un contexte d'appauvrissement généralisé, auquel n'ont échappé que les couches supérieures de la société.

Suite en page 3

Lors de son passage à la Radio nationale

Tebboune s'engage à « donner suite aux exigences » du hirak



En cas de victoire aux présidentielles du 12 décembre prochain, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune s'engage à donner suite aux « exigences » du mouvement populaire pacifique du 22 février. C'est, en tout cas, ce qu'il a entre autres promis hier matin, deuxième jour de la campagne électorale, lors de son passage à la Radio nationale. Lire page 2

Intempéries à Tizi-Ouzou

Fermeture de la RN 25 pour cause d'éboulement

Page 4

Festival international du cinéma d'Alger

Une sélection documentaire à la hauteur

Page 13

Lors de son passage à la Radio nationale

Tebboune s'engage à «donner suite aux exigences» du hirak

■ En cas de victoire aux présidentielles du 12 décembre prochain, le candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune s'engage à donner suite aux «exigences» du mouvement populaire pacifique du 22 février. C'est, en tout cas, ce qu'il a entre autres promis hier matin, deuxième jour de la campagne électorale, lors de son passage à la Radio nationale.

Par Lynda Naili

Portée dans son programme électoral résumé en «54 engagements pour une nouvelle République», la refonte de la Constitution pour un équilibre entre les pouvoirs est un des axes fondamentaux que le candidat Abdelmadjid Tebboune s'engage à mener durant les cinq années que constitueront son mandat présidentiel s'il devait sortir victorieux de l'échéance électorale du 12 décembre. Soutenant qu'il ne «s'est jamais engagé sur cette voie (la dissolution de l'APN) lors de la refonte du texte fondamental du pays», il dira : «Ceux qui ont été élus, le sont et continueront à l'être». Toutefois, il soulignera que «les circonstances risquent de changer par une nouvelle Constitution, une nouvelle loi électorale. Et cela doit entraîner de nouvelles élections. Eh bien, on ira». «Je serais l'initiateur (de cette réforme), je vais encourager les changements demandés par le hirak», a-t-il affirmé sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale. «Il faut arriver à exprimer de manière constitutionnelle, juridique, la demande populaire, concernant notamment celle de l'exigence de rentrer dans une nouvelle ère», poursuivra-t-il, tout en soutenant que «l'Algérie de 2019, n'est pas l'Algérie de 1988 et ne sera pas celle de 2020». A ce titre, évoquant «un constat honnête (fait par le hirak) qui nécessite un changement», il dira : «Soit on évolue et il y a un changement interne volontaire, soit ça sera imposé d'une manière ou d'une autre». «Mais en tout cas, ça ne sera pas le même résultat», prévient-il. Dans ce contexte, Tebboune soutiendra qu'il restera «tout à fait fidèle aux revendications exprimées par le mouvement populaire pacifique du 22



PHOTO: A. Z.

février pour une nouvelle République, de nouvelles pratiques, une nouvelle vision pour les générations futures». «Je me suis engagé, pour commencer, à installer les jeunes expérimentés dans les rouages de la décision de l'Etat. Une fois la porte ouverte, on fera en sorte que constitutionnellement elle ne se reforme plus», a-t-il déclaré. Et ainsi, enchaînera-t-il, «nous entamons une démarche qui fera que les nouvelles générations se retrouveront dans la gestion directe des affaires du peuple». Et d'ajouter qu'il est «indispensable de régénérer la direction du pays». Dans cet esprit, à la question du risque de rééditer des promesses électorales faites par l'ancien président de la République, lorsqu'il s'était engagé à transmettre le flambeau aux jeunes, Tebboune répondra par la négative. En effet, reconnaissant que «par le passé, les centres de décisions n'étaient

pas suffisamment ouverts aux jeunes compétences», il affirmera que «ce ne sont pas des promesses électorales. Les choses ont évolué. Ce qui est présenté dans mon programme sont des engagements». «Un engagement n'est pas une promesse et ça se fera», ajoutera-t-il. En outre, l'ex-Premier ministre s'est engagé dans son programme électoral à édifier une société civile libre et active en mesure d'assurer sa responsabilité en tant que contre-pouvoir. «La société civile n'a pas à être formée par qui-conque. C'est elle-même qui adhère ou pas et qui fait de sa présence un vrai contre-pouvoir et un complément dans la gestion des affaires du pays», a-t-il assuré. «La société civile doit être vive, se prendre en charge, s'exprimer», a-t-il estimé. «Généralement, poursuivra-t-il, la société civile algérienne s'est toujours exprimée d'une manière très raisonnable», pour cela «on

devrait être à son écoute pour régler énormément de problèmes». S'agissant du rôle des partis politiques, il dira que ces derniers «sont là, mais l'encadrement n'est pas suffisant». «Il y a des grands partis, des partis moyens et des micro partis qui ne sont pas arrivés à encadrer la population en raison du contenu de leurs programmes respectifs». Alors que, relèvera-t-il, «les programmes politiques sont une nécessité. La démocratie veut que les partis participent à l'Assemblée nationale, à la prise de décision, à la composition du gouvernement, mais cela reste en deçà des attentes». «La preuve, appuiera-t-il, quand la rue veut s'exprimer, elle s'exprime toute seule». Aussi, à la question de l'éventuelle disparition de certains partis lors de la révision de la loi sur les partis politiques, également promise par Tebboune, il rétorquera : «Non, la démocratie veut qu'on ne

touche pas à un parti», sauf que, soulignera-t-il, «vivoter, n'est pas une solution politique». «C'est à eux de s'organiser pour faire partie du paysage politique du pays», d'autant, soulignera-t-il, que le «pays aspire à une vraie démocratie». Dans ce contexte, à l'appel de certains partis à «mettre le FLN au musée», le candidat au palais d'El Mouradia, qui faut-il le rappeler est issu du vieux parti bien qu'il brigue la magistrature suprême du pays en candidat indépendant, répliquera : «Nul n'a le droit de dissoudre un parti. Nul n'a le droit d'imposer un diktat pour dire si oui ou non un parti est bon. Seul le citoyen peut le dire, et les citoyens l'expriment aisément à travers les urnes». Par ailleurs, abordant la question de séparer le monde des affaires de la politique, qui d'ailleurs lui a valu son poste de Premier ministre en 2018, Tebboune dira : «Si on n'élimine pas l'argent de la vie politique, les jeunes, les démunis n'auront plus aucune chance». Abondant dans ce sens, il évoquera la lutte contre la corruption. Une lutte dira-t-il, qui «a bien commencé» et qu'il s'engage à continuer dans la mesure où «elle a gangrené la société à tous les niveaux». «La petite corruption n'est peut-être pas visible mais elle est énorme», lancera-t-il, avant de promettre de «moraliser la gestion de la politique et de la société» et de faire «le maximum pour entamer le processus pour l'indépendance de la justice», nécessaire à l'instauration d'un Etat de droit. Pour ce faire, il expliquera que sur la base de ce qui se pratique dans les différents systèmes et pays, il s'agira de «trouver tous les ingrédients nécessaires pour protéger les magistrats, dépolitiser l'acte de justice».

L. N.

Deuxième jour de la course au Palais d'El Mouradia

Une campagne sur fond d'inquiétudes sur la participation populaire

Pour leur deuxième sortie sur le terrain, les candidats à la magistrature suprême ont tous tenté de convaincre les Algériens à se rendre aux urnes pour surmonter l'impasse actuelle. Ali Benflis, président du parti Talaïa El Houriet, s'est rendu dans la wilaya de Souk Ahras où il a animé hier un meeting. Dans son discours, le candidat pour la troisième fois à une présidentielle, a exposé son projet d'urgence nationale et axé son discours sur son projet de système semi-présidentiel. «Le prochain président qui sera élu doit être rassembleur de tous les Algériens sans exclusion aucune, ni marginalisation ou clientélisme, comme il doit être à l'écoute de toutes les parties partisanes et opposantes», a-t-il déclaré. Pour Benflis, aller aux élections est la voie la plus sûre

pour préserver le pays et garantir sa stabilité. Réaffirmant que l'Algérie vit une crise grave dont le règlement nécessite du temps, il a fait état de solutions d'urgence contenues dans son programme électoral. Abordant les principaux points contenus dans son programme, M. Benflis a cité l'élaboration d'une loi qui protège l'opposition, l'amendement de la loi relative aux partis politiques et la révision de la loi organique relative au régime électoral, après concertations avec toutes les parties. Benflis a déclaré que la bande a brigué plusieurs mandats dans le but de vider le Trésor public, assurant que les choses seront différentes s'il est élu président. Aussi, Benflis s'engage à mettre fin au pillage des fonds publics, à travers la libéralisation du pouvoir judiciaire et du

conseil de la comptabilité et la suppression du privilège de la justice. Il rassure que le président rendra des comptes, s'il est élu. En ce qui concerne les responsables impliqués dans le détournement des fonds publics, Benflis promet des sanctions à leur égard, car ils ont trahi la confiance du peuple, dira-t-il. Abdelmadjid Tebboune, absent avant-hier lors du 1^{er} jour de sa campagne électorale, a fait son apparition hier. L'ancien Premier ministre s'est affiché à bord d'un avion en compagnie de son équipe. Pour le deuxième jour de campagne, le candidat à la présidentielle Abdelmadjid Tebboune a choisi de se déplacer au Sud plus précisément à Adrar, pour un meeting populaire à 15h alors qu'il avait dépeché l'ancien ministre du Tourisme, Hassan Mermouri, hier à Sidi

Fredj-Alger. A cette occasion, un rassemblement a été organisé dans la wilaya pour protester contre sa venue. De son côté, Abdelkader Bengrina a choisi la wilaya de Blida pour le second jour de la campagne. Après Adrar, c'est à Ain Defla que le plus jeune des candidats, Abdelaziz Belaïd, s'est rendu pour animer un meeting dans l'après-midi. Sa visite à une zaouïa hier a suscité une polémique notamment sur les réseaux sociaux sur une instrumentalisation de ces lieux à des fins de campagne. L'ancien ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a lui aussi visité une zaouïa dans la wilaya d'Adrar hier. Contrairement aux autres candidats, Azzedine Mihoubi a choisi de ne pas animer de meeting hier.

Louiza Ait Ramdane

— La grève cyclique de trois jours débute dans le primaire —

Les enseignants menacent de boycotter les examens en cas de non-réponse

■ Comme chaque lundi depuis maintenant un moment, les élèves des écoles primaires n'ont pas eu de classe hier dans la plupart des établissements primaires du pays. Certains enseignants ont même demandé à leurs élèves de ne pas venir mardi et mercredi.

Par Thinhinene Khouchi

Le mouvement de protestation des enseignants du primaire se durcit. Hier, et comme chaque lundi depuis le 6 octobre dernier, à l'exception des élèves de 1^{re} année primaire, les autres écoliers n'ont pas eu de classe. Certains élèves ont été renvoyés hier matin à la maison, d'autres ont été prévenus la veille déjà. Dans certains établissements éducatifs, les enseignants ont même demandé aux élèves de 4^e et 5^e années de ne pas venir trois jours d'affilée à l'école, à savoir «lundi, mardi, mercredi». En effet, suite à l'échec des discussions avec les représentants du ministère de l'Éducation nationale autour de leurs revendications, les enseignants du primaire ont décidé d'opter pour une grève cyclique de trois jours (lundi, mardi et mercredi). Cette décision a été prise jeudi dernier après la réunion avec le ministère par les sections régionales du Collectif des enseignants libres. Ce collectif n'a aucune couverture syndicale car il estime que «les enseignants du primaire ont été délaissés ainsi que leurs revendications». Commentant cette grève à laquelle ils n'ont pas appelé, Boualem Amoura, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, dira que c'est de «l'anarchie». Il se demande



«mê me qui est derrière ce mouvement car aucun syndicat ne couvre cette grève et les vrais meneurs». Il ajoutera : «Le collectif nous ignore mais ils ne savent pas en réagissant comme ça, ils ont tout simplement manqué d'éthique syndicale». Réagissant aux accusations du collectif des enseignants libres qui affirment que les syndicats de l'Éducation n'ont pas fait ce qu'ils devaient faire, Boualem Amoura dira qu'«ils oublient que le SNTE a

réussi à faire aboutir quelques revendications, notamment celles du passage de grade et la nomination au poste de directeur d'école !». De son côté le porte-parole du Cnapest, Abdelouaheb Zegar, a indiqué que «les revendications des enseignants du primaire sont légitimes, certes, mais leur mouvement ne va pas aboutir à grand-chose. Car c'est au gouvernement que revient la décision finale mais pour le moment il ne saurait se pencher sur les

revendications». Expliquant pourquoi le Cnapest n'a pas appelé à une grève, Abdelouaheb Zegar dira qu'après une année de grèves répétitives et des réunions avec la tutelle qui ont échoué, le Cnapest a finalement abandonné. Enfin, il y a lieu de rappeler que les enseignants grévistes exigent l'amélioration des conditions de travail et les moyens pédagogiques nécessaires, l'uniformisation des fiches techniques et des approches pédagogiques pour les manuels scolaires de tous les niveaux du primaire, limitation des missions des enseignants du primaire au volet pédagogique uniquement et de les dispenser des séances d'éducation sportive ou de surveillance des élèves. Comme ils requièrent la révision du décret exécutif n° 12/240 portant sur le statut principal des corps communs de l'Éducation nationale, le reclassement, l'augmentation des salaires et la réduction du volume horaire. Enfin, le Collectif demande à rencontrer le ministre en personne pour l'obtention de réponses concrètes à leurs revendications, mais si le dialogue ne donne pas une suite favorable, les enseignants menacent alors de recourir à la grève illimitée et au boycott des examens du 1^{er} trimestre prévus à partir du 1^{er} décembre prochain. Pour le moment, le ministre de l'Éducation reste muet.

Un espace de dialogue entre producteurs et utilisateurs

«Portes ouvertes» sur la statistique à Alger

Des «Portes ouvertes» ont été organisées, lundi à Alger, par l'Office national des statistiques (ONS) pour faire connaître l'importance des statistiques officielles et créer un espace de dialogue entre producteurs et utilisateurs de ces données. S'inscrivant dans le cadre de la célébration de la Journée africaine de la statistique, cette initiative vise à «faire connaître les statistiques officielles, leur disponibilité et leur accessibilité. Elle se veut aussi un espace de dialogue entre producteurs et utilisateurs de ces statistiques officielles», a expliqué à l'APS le directeur des publications, de la documentation et de la diffusion à l'ONS, Hocine Bourmane. L'organisation des

«Portes ouvertes» est motivée par le fait que «les processus statistiques doivent répondre aux exigences et aux attentes de la société en matière d'actualité des données, leur précision et leur pertinence, afin d'obtenir des améliorations de «qualité» comme le préconisent toutes les recommandations internationales en la matière», a-t-il soutenu. Lors de cette manifestation, tenue au siège de l'ONS, les visiteurs, dont des universitaires et des représentants des médias, ont reçu des explications sur le processus de production de la statistique et sa publication. Les visiteurs ont également visionné des vidéos présentant l'Office et reçu des dépliants comportant un jeu d'indicateurs éco-

nomiques et sociaux sur les années les plus récentes, ainsi que des publications produites par l'ONS. La rencontre a été l'occasion, également, d'informer le grand public sur le 6^e Recensement de la population et de l'habitat que l'ONS compte lancer en 2020 (RPH 2020). La Journée africaine de la statistique, célébrée le 18 novembre de chaque année, est célébrée cette fois-ci sous le thème: «Tout le monde compte: des statistiques de qualité pour une meilleure gestion des déplacements forcés en Afrique». Ce thème correspond à celui de la 32^e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine (UA), qui s'est tenue à Addis-Abeba (Éthiopie) les 10 et 11

février 2019, «année des réfugiés, des rapatriés et des déplacés internes: vers des solutions durables au déplacement forcé en Afrique», selon la même source. Cet événement africain a été adopté en mai 1990 par la 16^e réunion de la Conférence des ministres africains chargés de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique. La Journée africaine de la statistique, célébrée tous les ans depuis 1993, ambitionne de sensibiliser les peuples du continent sur l'importance du rôle des statistiques dans tous les aspects de la vie sociale, politique et économique en Afrique et dans le monde. L. O.

Cercle national de l'Armée

Colloque sur le phénomène migratoire et les défis sécuritaires

Un colloque sur le phénomène migratoire et les défis sécuritaires a été organisé lundi au Cercle national de l'Armée à Beni-Messous (Alger), par l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la concrétisation des activités de recherche scientifique, l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective du

ministère de la Défense nationale a organisé, ce lundi 18 novembre 2019 au niveau du Cercle national de l'Armée de Beni-Messous, un colloque sous le thème «Le phénomène migratoire et les défis sécuritaires: une vision algérienne», indique un communiqué du MDN. «Présidé par le directeur de l'Institut militaire de documentation, d'évaluation et de prospective du ministère de la Défense nationale, au nom du

général de corps d'Armée, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), les travaux du colloque ont connu la présence de cadres de l'ANP, de représentants des structures de recherche et de formation du ministère de la Défense nationale, ainsi que des cadres d'universités, instituts et centres de recherches spécialisés», note la même source. «Il est à signaler

que ce colloque, animé par des experts et des chercheurs algériens, vise à débattre du phénomène migratoire et ses dimensions sociales et économiques afin de mettre la lumière sur les raisons de son aggravation ainsi que ses répercussions sécuritaires, à travers la présentation de la perception algérienne dans le traitement de la question des flux migratoires», souligne le communiqué. Lyes F.

LA QUESTION DU JOUR

Halte à l'amalgame !

Suite de la page une

Une mesure de trop au Liban, la taxe sur WhatsApp, a fait descendre les gens dans la rue, qu'ils n'ont plus quittée depuis, sinon la nuit pour aller se reposer. Auparavant, au Soudan, c'est le triplement du prix du pain qui avait déclenché la protestation, qui bien souvent avait pris des allures insurrectionnelles. Tout comme par moments au Liban aujourd'hui, mais plus souvent en Irak où les affrontements ont été plus violents qu'ailleurs, comme en témoigne le grand nombre des victimes dans les rangs des manifestants, mais aussi du côté des forces de l'ordre. Maintenant, il est bien vrai que ces mouvements une fois lancés n'ont guère tardé à se politiser, et à exiger le départ du système politique dans son ensemble. S'il en est ainsi, c'est d'abord et avant tout parce que la dégradation des conditions de vie des populations dans ces deux pays est telle qu'il n'est pas possible d'y remédier en quoi que ce soit juste par l'annulation des mesures de trop, ou un simple changement de gouvernement. En Algérie, par contre, toutes les causes du mouvement sont politiques. Les manifestants ne sont pas descendus dans la rue parce qu'ils n'en pouvaient plus de leurs conditions de vie, comme en Irak, au Liban, et au Soudan. La crise couvait depuis plusieurs mois, on peut dire depuis le début de la maladie d'Abdelaziz Bouteflika. Ici, s'il y a eu une dégradation à l'origine de la protestation, c'est celle de la santé du président. En aucune manière celle du niveau de vie, ou même celle des libertés. Au moment où commençait le mouvement, le 22 février, le calme régnait dans le pays à tous les niveaux, même si le mécontentement pour des motifs politiques était répandu dans la société. Plus de huit mois plus tard, nulle demande sociale n'a encore été scandée dans la rue. C'est précisément cela la particularité du cas algérien. Elle est si marquée qu'elle empêche toute identification avec ce qui se passe pour l'heure tant en Irak qu'en Liban, et avec ce qui s'était produit au Soudan. En effet, si le mouvement ne véhicule aucune demande sociale, cela est dû au fait que le pacte social n'a pas été rompu en Algérie. Autrement dit, les Algériens n'ont pas été paupérisés. Ce qui pour autant ne veut pas dire qu'ils sont entièrement contents de leur sort au point de vue matériel. Ni qu'ils n'auraient aucune revendication à faire à cet égard plus tard. Mais ce fait explique en grande partie la nature du mouvement, et d'abord son pacifisme. Du moins jusque-là, parce qu'il n'est pas encore dit que ce caractère va se maintenir jusqu'au bout, et en premier lieu jusqu'au 12 décembre. M. H.

Intempéries à Tizi-Ouzou

Fermeture de la RN 25 pour cause d'éboulement

■ «Un important éboulement rocheux a été enregistré samedi sur cet axe routier, provoquant son obstruction et l'interruption de la circulation automobile».

Par Khelil Y.

La route nationale RN 15 reliant les communes de Larbaa Nath Irathen et d'Ain El Hammam, au sud-est de Tizi-Ouzou, sera temporairement fermée à la circulation à partir de lundi pour cause de travaux de réfection suite aux dernières intempéries qu'a connues la région, a-t-on appris de la direction locale des travaux publics (DTP). «Un important éboulement rocheux a été enregistré samedi sur cet axe routier, provoquant son obstruction et l'interruption de la circulation automobile», a indiqué la DTP. Dimanche, un grand rocher,



P.L.A.D.R.

resté suspendu à cause de cet éboulement et qui constituait un risque pour les usagers, a été drainé par les services de la DTP. «Nous avons décidé de fermer cet axe routier pour permettre le nettoyage des débris provoqués

par cet éboulement et procéder aux réparations nécessaires», a indiqué à l'APS le responsable de cette direction, Smail Rabhi. A cet effet, la DTP invite les usagers de cet axe routier à emprunter le centre-ville de la commune

adjacente, Ait Agouacha, pendant la durée des travaux qui peuvent prendre «quelques jours», a-t-il souligné. D'autres éboulements et glissements de moindre importance ont été également enregistrés durant ces

deux derniers jours sur certains axes routiers, à l'exemple de la RN 25 et du CW reliant les communes d'Ait Yahia Moussa et de Boghni, au sud-est de Tizi-Ouzou, au chef-lieu de wilaya.

K. Y./APS

Algérie

Le parc automobile a dépassé 6,4 millions de véhicules à la fin 2018

Le parc automobile de l'Algérie comptait plus de 6,4 millions de véhicules à la fin de l'année 2018, contre plus de 6,1 millions en 2017, soit une hausse de 3,98%, a appris lundi l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS). Le parc roulant national était fort de 6 418 212 véhicules à la fin de l'année 2018, contre 6 162 542 véhicules à la fin de 2017, soit une hausse de 255 670 unités (3,98 %), a précisé la même source. Concernant le second semestre de 2018, l'ONS a indiqué que près de 820 000 véhicules ont été immatriculés ou ré-immatriculés, contre 824 498 véhicules durant la même période en 2017, soit une baisse 0,56 %. Le nombre global de véhicules immatriculés et ré-immatriculés a atteint ainsi 819 904 véhicules au second

semestre 2018, dont 155 400 véhicules neufs, contre 126 513 unités neuves durant la même période de l'année précédente, soit une baisse de 22,83 %. Les immatriculations définitives des véhicules neufs signifient leur mise en circulation, a expliqué l'Office, précisant que l'examen de ces immatriculations définitives, au regard des importations, fait apparaître qu'«une bonne partie des véhicules n'est pas immatriculée au cours de l'année d'importation». Concernant la répartition des immatriculations et ré-immatriculations durant le 2^e semestre 2018, selon le type de véhicules, l'ONS indique que le parc automobile algérien se compose de 568 932 véhicules de tourisme (69,39 % du chiffre global 819 904), de 135 840 camionnettes (16,57 %) et 51 058 motos

(6,23 %). Le parc national compte aussi 29 988 camions (3,66 %), 9 073 tracteurs agricoles (1,11 %), 8 671 remorques (1,06 %), 7 950 autocars-autobus (0,97 %), 7 596 tracteurs routiers (0,93 %) et enfin 796 véhicules spéciaux (0,10 %). Pour ce qui concerne la répartition régionale, les cinq premières wilayas qui ont enregistré le plus grand nombre d'immatriculations et de ré-immatriculations durant le 2^e semestre 2018, sont celles d'Alger avec 47 859 unités (30,80 % de la totalité), suivie de Blida avec 9 971 (6,42 %), Oran avec 8 471 unités (5,45 %), Sétif avec 7 054 unités (4,54 %) et Boumerdès avec 5 387 (3,47 %). Selon la nationalité des constructeurs, les véhicules neufs et d'occasion immatriculés et ré-immatriculés, durant les six derniers

mois de 2018, sont surtout français (203 534 véhicules, dont 21 793 unités neuves), suivis des japonais (100 303, dont 7 813 neufs), allemands (75 506, dont 18 294 neufs) et chinois (26 658 unités, dont 5 253 véhicules neufs). Le nombre des véhicules immatriculés et ré-immatriculés a atteint 743 994 unités durant le 1^{er} semestre 2018, dont 100 138 nouvelles, enregistrant une hausse de 4 144 unités par rapport au même semestre 2017 (739 850 unités), soit une augmentation de 0,56 %. Concernant les immatriculations des véhicules neufs (100 138 véhicules), l'Office avait relevé une «forte augmentation» de l'ordre de 100,9% (50 289 véhicules) durant le 1^{er} semestre de l'année dernière, contre 48 849 unités à la même période de 2017.

Hacène B.

Sonelgaz Sétif

Des créances de plus 2,4 milliards de dinars à recouvrer

Le portefeuille des créances impayées détenues par la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) sur ses abonnés dans la wilaya de Sétif s'élève à 2,4 milliards de dinars, a indiqué dimanche le directeur de la concession de distribution d'électricité et de

gaz, Abdellah Bendjeddah. Les créances cumulées concernant des clients ordinaires (ménages) sont estimées à 780 millions de dinars le reste étant détenu sur les communes à hauteur de 810 millions de dinars et les diverses administrations avec 750 millions de dinars, selon la même

source. Toutes ces créances, cumulées au fil des années précédentes «pèsent» lourdement sur la dynamique interne de l'entreprise en matière d'amélioration des prestations de service, a souligné Bendjeddah. Ce responsable a, dans ce contexte, fait état des campagnes visant à

sensibiliser les abonnés à s'acquitter de leurs redevances à travers un système multicanal permettant le paiement des créances et autres factures dans les différentes agences postales, bancaires ainsi que dans les points de services de proximité de la Sonelgaz créés dans les

différents quartiers de la wilaya de Sétif. Des négociations à l'amiable avec des abonnés ainsi que la mise en place d'échéanciers sont également effectués pour régler cette situation, selon la même source qui a précisé que la coupure d'électricité pour impayé n'intervient qu'après épuisement de toutes les voies amiables. M. Bendjeddah a par ailleurs, révélé que plus 600 dossiers de défaut de paiement des factures d'électricité et de gaz ont été envoyés aux instances judiciaires au cours de cette année. D'un autre côté, plus de 600 agressions sur les ouvrages et le réseau d'électricité ont été relevés au cours de cette année dans la wilaya de Sétif qui recense un total de 429 996 abonnés au réseau électrique et 321 000 autres à celui du gaz naturel.

M. O.

Dédiée aux jeunes et aux associations de jeunesse en Algérie

Lancement officiel de la plateforme citoyenne digitale Sharek

Retour sur le lancement officiel d'une nouvelle plateforme citoyenne digitale dédiée aux jeunes et aux associations de jeunesse en Algérie: www.sharek-algerie.com Une initiative lancée dans le cadre du programme Sharek. un programme national de développement de la jeunesse algérienne initié par l'association Sidra.

L'association Sidra a lancé dans le cadre du programme Sharek une nouvelle plateforme citoyenne digitale www.sharek-algerie.com dédiée aux jeunes et aux associations de jeunesse en Algérie. La platefor-

me web est en ligne depuis le samedi 28 septembre 2019.

Cette initiative innovante a pour objectif d'offrir à la jeunesse algérienne des outils numériques libres d'accès leur permettant de développer leur action citoyenne et de renforcer leur participation à la vie publique et sociale.

La plateforme digitale permettra de renforcer les associations de jeunesse locales et nationales en leur donnant accès à un ensemble de ressources documentaires numériques sur la vie associative. Elle pour-

ra aussi valoriser la diversité de la vie associative nationale, de donner aux associations une plus grande visibilité auprès du grand public et des parties prenantes du secteur de la jeunesse et leur permettre de créer une dynamique collective et faciliter leurs échanges.

Pour son lancement, la plateforme digitale Sharek sera dotée de :

1. Répertoire national des associations de jeunesse
2. Des ressources documentaires numériques gratuites téléchargeables.

R. N.

Batna

Mise en service cette année de 16 unités de production

■ «Seize unités de production ont été mises en service dans la wilaya de Batna depuis le début de l'année en cours», a annoncé, dimanche, le chef de l'exécutif local, Farid M'hamedi.

Par Hocine Y.

S'exprimant au cours de son intervention lors des travaux de la troisième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) au titre de l'exercice 2019, le wali de Batna a indiqué que ces nouvelles unités ont permis la création de plus de 1 529 postes d'emploi permanents à travers les communes de la wilaya dans diverses activités, notamment la fabrication des produits de construction, de céramique, des plaques d'aluminium, le conditionnement des



P.V.D. R.

viandes, ainsi que dans le domaine du recyclage de plastique. Aussi, 45 300 postes d'emploi permanents seront créés à la faveur de 425 projets d'investissement validés à ce jour, a fait

savoir le même responsable. S'agissant du suivi de la concrétisation des projets et de l'assainissement du foncier industriel, M. M'hamedi a fait état de la récupération de sept assiettes

foncières d'une superficie totale de sept hectares, situées dans les daïras de Marouana et de Barika. Dans le cadre de la poursuite de cette opération, treize contrats de concession d'as-

siettes foncières à vocation industrielle situées dans les daïras de Batna, El Madher, Chemora et Timgad, et totalisant une superficie de 27 hectares, sont en cours de réhabilitation, a révélé la même source. Durant l'année en cours, trois zones d'activités ont été créées dans les communes de T'kout, Ouled Sellam et Ain Touta, a souligné le premier responsable de la wilaya, rappelant que trois zones d'activités ont été créées au cours de l'année dernière dans les communes de Seggana, Zanat El Beïda et Djezar, en vue de renforcer l'investissement et de localiser les nouveaux projets susceptibles de promouvoir le développement local à travers la création de la richesse et des postes d'emploi. A signaler que la wilaya de Batna compte quatre zones industrielles d'une superficie globale de 609 hectares ainsi que onze zones d'activités totalisant une superficie de 400 hectares, réalisées durant entre l'année 1983 et 2017. **S. K./APS**

Zone euro

Les taux bas vont continuer à peser sur la rentabilité des banques

Le secteur bancaire en zone euro souffre de «faibles perspectives de rentabilité» aggravées par la persistance de taux d'intérêt au plus bas, a déclaré hier le vice-président de la Banque centrale européenne. «Le récent ralentissement des perspectives de croissance macroéconomique et le contexte associé de taux d'intérêt restant bas pour longtemps sont susceptibles de peser encore sur

les perspectives de rentabilité des banques», a déclaré à Francfort Luis de Guindos, en ouverture d'un congrès sur la finance. La BCE a abaissé ses taux en septembre, portant notamment celui sur les réserves excédentaires des banques à -0,50 %, tout en prévoyant un palier pour en atténuer les effets, et décidé de relancer les très controversés rachats de dettes sur le marché. Le tout

pour soutenir l'économie et encourager la distribution de crédit. «Les analystes de marché s'inquiètent eux du ralentissement de la rentabilité des établissements de crédit en zone euro en raison de l'impact négatif de la politique monétaire sur les marges nettes d'intérêt, c'est-à-dire ce que les banques gagnent en plus de leur coût de refinancement», a reconnu M. de Guindos. Les banques

européennes, en particulier allemandes, affichent des taux de rentabilité bien inférieurs aux banques américaines, en expliquant qu'elles sont désavantagées car les taux sont à un niveau supérieur aux Etats-Unis et que l'environnement réglementaire y est moins contraignant. Or, pour retrouver des niveaux de bénéfices satisfaisants, les banques doivent aussi revoir plus rapide-

ment leurs modèles économiques, réduire les coûts et investir dans les nouvelles technologies, a plaidé le banquier central. Renvoyant par ailleurs la balle dans le camp de la Commission européenne, il a enjoint les responsables politiques européens à «lever les obstacles aux fusions et acquisitions transfrontalières» et «poursuivre l'Union bancaire». **Y. N.**

Emirates

Contrat de 16 mds USD pour l'achat de 50 Airbus 350-900

La compagnie aérienne Emirates a signé un contrat de 16 milliards de dollars (14,4 milliards d'euros) pour l'achat de 50 Airbus 350-900, a annoncé hier son président, cheikh Ahmed ben Saïd Al-Maktoum. «Je suis heureux d'annoncer l'achat de 50 Airbus 350 pour 16 milliards de dollars», a déclaré le P-DG à la presse, lors du Salon aéronautique international Dubai Airshow qui se tient depuis dimanche dans l'émirat. «Je suis très fier que l'Airbus 350 ait été choisi par Emirates. C'est une très bonne nouvelle pour Airbus», a déclaré le P-DG d'Airbus, Guillaume Faury. Le contrat porte précisément sur des appareils A350-900 pouvant contenir 314 passagers. La compagnie de Dubaï a précisé, dans un communiqué, avoir dégagé un bénéfice net de 235 millions de dollars au cours des six premiers mois de son exercice fiscal, contre 62 millions au cours de la même période de l'année dernière. L'exercice fiscal commence au 1^{er}

avril. Le réseau mondial d'Emirates comprend plus de 158 destinations dans 84 pays.

Sa flotte est composée de 267 gros porteurs, dont plus de 100 Airbus 380. La compagnie de

Dubaï avait annoncé début novembre avoir presque triplé ses bénéfices semestriels grâce

à une réduction des coûts d'exploitation et de la baisse du prix du fuel. **Alya H.**

Chine

Vers l'augmentation des prix de détail du carburant

La Chine augmentera les prix de détail de l'essence et du diesel à partir d'aujourd'hui, a déclaré hier la Commission nationale du développement et de la réforme (CNDR). Sur la base des récents changements des prix internationaux du pétrole, les prix de détail de l'essence et du diesel augmenteront respectivement de 70 yuans (environ 10 dollars) et de 65 yuans par tonne, selon la CNDR.

En vertu du mécanisme actuel de fixation des prix, si les prix internationaux du pétrole brut changent de plus de 50 yuans par tonne et restent à ce niveau pendant 10 jours ouvrables, les prix des produits pétroliers raffinés tels que l'essence et le diesel en Chine seront ajustés en conséquence. Les trois plus grandes compagnies pétrolières chinoises, à savoir China National Petroleum Corporation,

China Petrochemical Corporation et China National Offshore Oil Corporation, ont été invitées à maintenir la production de pétrole et à faciliter le transport afin d'assurer des approvisionnements stables. La CNDR a déclaré qu'elle surveillerait de près les effets du mécanisme actuel de fixation des prix et qu'elle ferait des améliorations en réponse aux fluctuations mondiales. **Chafik N.**

Changes

La livre progresse face aux principales autres monnaies

La livre britannique montait hier face aux principales autres monnaies, encouragée par la perspective d'une majorité franche des conservateurs lors des prochaines élections législatives du 12 décembre qui permettrait de valider l'accord de Brexit. Hier matin, l'euro perdait 0,40 % face à la livre à 85,34 pence pour un euro, un niveau plus vu depuis le mois de mai. La livre valait 1,2962 dollar à la même heure, en hausse de

0,50 %, retrouvant un niveau qu'elle avait déjà atteint début novembre. Les marchés sont «optimistes sur les chances des Tories (Parti conservateur britannique, ndr) de remporter une majorité aux prochaines élections», a estimé Lee Hardman, analyste. Cinq sondages publiés ce week-end, notamment dans le «Sunday Times», l'«Observer» et l'«Independent», alimentent ce sentiment : ils montrent que les conservateurs, menés par

Boris Johnson, ont désormais une avance significative sur leurs adversaires travaillistes, menés par Jeremy Corbyn. Les Tories sont créditées en moyenne de 42 % d'opinion favorable contre 30 % pour le Labour. Cette avance renforce la probabilité d'une majorité nette à la sortie des urnes, en capacité de faire approuver l'accord de Brexit négocié par Boris Johnson.

R. E.

Rail/Projets

Livraison du projet de la ligne ferroviaire Mécheria-El Bayadh avant la fin 2020

■ Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Koraba, a insisté dimanche dans la wilaya de Naama, sur la livraison du projet de la ligne ferroviaire Mécheria-El Bayadh et sa mise en service avant la fin de 2020.

Par Maya G.

En inspectant les travaux de réalisation d'un tronçon de cette ligne longue de 135 kilomètres à la première journée de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre a instruit d'accélérer la cadence de concrétisation de ce projet lancé en 2013 et qui enregistre actuellement un taux d'avancement dépassant 51 pour cent, insistant sur sa livraison et la mise en service de la ligne avant la fin de la prochaine année.

Mustapha Koraba a souligné que «ce projet structurant à une grande importance pour les citoyens de la région avec son caractère urgent», faisant observer que les travaux sont à un rythme lent nécessitant de relancer les chantiers ou résilier les marchés avec les entreprises accusant du retard pour accélérer la cadence des travaux.

En inspectant le poste de maintenance des wagons à Mécheria, le ministre a pris connaissance des préoccupations des responsables locaux de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) concernant les passages à niveau sans signaux sur l'itinéraire des lignes ferroviaires traversant la wilaya, en plus du rejet de déchets domestiques le long des rails.

Au même site, il a déclaré l'achèvement de la rénovation de 136 anciens wagons cette année au niveau du centre de maintenance basé à Sidi Bel-Abbès pour les mettre en service au début de l'année prochaine. Plusieurs wagons réparés seront affectés pour le lancement du train automoteur sur la ligne ferroviaire reliant Mecheria et Ain Sefra dans la wilaya de Naama pour renforcer le transport universitaire.

Par ailleurs, le ministre s'est enquis à la sortie-sud de Mecheria des travaux de renforcement du dédoublement de la route nationale (RN 6) sur 6 km enregistrant un taux d'avancement enregistré de 85 pc.

Il a donné des instructions aux responsables du secteur des travaux publics de la wilaya pour le lancement immédiat de l'élaboration d'un dossier complet pour le classement du chemin de wilaya (CW 5) s'étendant sur une distance de 122 km et son intégration à la RN 6.

Au sujet de la proposition d'inscrire le dédoublement du tronçon de la RN 22 reliant la commune de Naama et la wilaya de Tlemcen, Mustapha Koraba a insisté sur l'achèvement des études techniques de ce projet comme priorité dans le cadre de la concrétisation des prochains programmes du secteur pour l'exercice de 2020, déclarant que l'Etat prendra en charge tous les projets proposés qui constituent des axes reliant l'autoroute est-ouest et l'autoroute des Hauts plateaux qui sera réalisé dans l'avenir dans le cadre du plan national des travaux publics et transports à l'horizon 2030.

Le ministre a souligné que



toutes les propositions faites au niveau de la wilaya de Naama, à l'instar de la réalisation du chemin «Sirat El Kheil» reliant Chellala et Mecheria et le chemin entre le village de Cheikh Bouamama et El Bnouid seront prises en charge à partir de l'année prochaine 2020.

Rencontrant des représentants d'associations locales au chef-lieu de wilaya qui l'ont sollicité de transférer le tracé de la ligne ferroviaire traversant le centre-ville vers l'extérieur du tissu urbain, il a indiqué que l'Agence nationale des études et suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANES-

RIF) élaborera une étude précise pour déterminer les sections de cette ligne traversant le tissu urbain de la ville de Naama qui seront transférés en dehors de la ville pour mettre fin aux risques encourus lors du passage des trains dans les cités d'habitation.

La première journée de cette visite a permis au ministre d'inspecter une opération d'aménagement et de réfection d'un garage et d'ateliers de maintenance au siège de l'entreprise publique de transport urbain de Naama.

A cette occasion, il a annoncé que la wilaya de Naama sera bientôt dotée de 15 nouveaux bus pour ouvrir de nouvelles

lignes au niveau des zones urbaines des grandes villes, soulignant que des autorisations d'ouverture et exploitation de nouvelles lignes suburbaines seront accordées à des opérateurs privés.

Mustapha Koraba poursuivra sa visite dans la wilaya de Naama demain lundi par l'inspection de chantiers de confortement et de modernisation de la RN 6 à Tiout et de rénovation du CW 5 à Sfisifa.

M. G./APS

Ouargla

Soutien financier aux céréaliculteurs pour l'acquisition de 26 nouveaux pivots

Un soutien financier a été accordé cette année aux céréaliculteurs dans la wilaya de Ouargla pour l'acquisition de 26 nouveaux pivots d'irrigation, à même de couvrir une superficie de 555 hectares, a-t-on appris lundi de la direction locale des services agricoles (DSA).

Ces surfaces céréalnières sont réparties entre les zones de N'goussa, Gassi-Touil, Remtha, Hassi-Benabdallah et Mégarine, a-t-on précisé.

Un soutien a été également accordé cette année aux céréaliculteurs pour la réalisation de 12 nouveaux puits agricoles d'une profondeur de 50 à 200 mètres, en plus de leur équipement en pompes, a-t-on également fait savoir.

Le soutien aux producteurs de céréales a permis depuis 2014 l'installation de 135 pivots d'irrigation, couvrant une superficie globale de 3 000 hectares, selon la même source.

Le nombre de puits agricoles réalisés durant la même période a atteint les 87 puits, dont quatre d'une profondeur de moins de 50 mètres, a-t-on ajouté.

Les opérations de soutien à cette filière agricole stratégique ont permis aussi l'acquisition depuis 2009 de divers matériels et équipements agricoles, dont trois moissonneuses et 34 tracteurs, signale la DSA.

Yanis B.

Tébessa

Affectation d'un quota supplémentaire de logements

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a annoncé dimanche, l'affectation au profit de la wilaya de Tébéssa d'un quota supplémentaire de logements en vue de renforcer le secteur et répondre à la forte demande enregistrée à l'échelle locale.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa visite d'inspection du projet de réalisation de logements publics locatifs au pôle urbain d'El Dekan dans la ville de Tébéssa, le ministre a indiqué qu'un quota supplémen-

taire de 500 logements promotionnels aidés (LPA) et 500 aides au logement rural a été affecté à la wilaya de Tébéssa soulignant que les mesures administratives et juridiques seront «incessamment» effectuées pour le lancement de ces projets.

M. Beldjoud a ajouté que «le secteur de l'habitat accuse un retard important dans la wilaya de Tébéssa en ce qui concerne les projets de type location-vente (AADL), public locatif et promotionnel aidé».

A ce propos, il a instruit les responsables concernés d'accé-

léraler la cadence des chantiers et de renforcer la main-d'œuvre afin que ces logements soient attribués à leurs bénéficiaires «au début du premier trimestre 2020».

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a également insisté sur la réalisation d'infrastructures publiques (écoles, salles de soins, siège de sûreté) et de locaux commerciaux parallèlement à la construction de ces logements pour, selon ses dires, gagner la confiance du citoyen.

Il a également révélé qu'une

importante enveloppe financière de l'ordre de 1,3 milliard de dinars a été allouée à la wilaya de Tébéssa pour le parachèvement des travaux d'aménagement urbain dans les différents chantiers de logements en cours de réalisation, en attendant l'obtention d'autres aides financières l'an prochain, a-t-il dit.

Après avoir présidé à la salle de conférences «chahid Abed El Zine» l'opération de tirage au sort de positionnement des bénéficiaires d'un quota de 821 logements sociaux locatifs au pôle urbain d'El

Dekan.

M. Beldjoud a conclu sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tébéssa en présidant la cérémonie de distribution de 26 décisions d'affectation de logements dans la commune d'El Ouenza, et 32 aides au logement rural dans les communes de Chrea, El Olga, Bir Dhab en plus de 19 lotissements sociaux dans les communes de Sefsaf, El Ouesra, Bir El Ater et Lekouif.

K. L.

Sahara occidental

Grande manifestation dans la capitale espagnole contre la «Déclaration honteuse de Madrid»

■ Des milliers de Sahraouis établis en Espagne et des membres d'associations de solidarité avec le peuple sahraoui dans diverses provinces, ont organisé une grande manifestation, samedi à Madrid, pour exiger du gouvernement espagnol l'annulation de la Déclaration honteuse de Madrid signée en 1975, ayant permis l'invasion marocaine des territoires sahraouis.

Par Lamine H.

Les manifestants venus de diverses provinces espagnoles ont défilé dans les rues de la capitale espagnole pour une marche populaire de la place «Atocha» à la place «Las Prupentias», en face du ministère espagnol des Affaires étrangères.

Ainsi, les participants ont rappelé, au cœur de Madrid, la résistance héroïque du peuple sahraoui contre l'occupation illégale du Sahara occidental par le Maroc, tout en dénonçant l'indifférence honteuse des différents gouvernements de la «démocratie» espagnole, «complice des théories annexionnistes marocaines et indifférente aux violations des droits de l'Homme de la population sahraouie sans défense».

La population sahraouie, rappellent les manifestants, est victime de violations des droits de l'Homme, avec le silence complice de la communauté internationale, «détentions arbitraires, procès non garantis avec lourdes peines d'emprisonnement, torture, assassinat et déportation, telle est la réponse du régime marocain à l'opposition pacifique du peuple sahraoui, ce qui nécessite la tenue du référendum d'autodétermination convenu entre le

Maroc et le Front Polisario dans le cessez-le-feu de 1991».

Ils ont également dénoncé le black out médiatique sur la situation dans les territoires sahraouis occupés, à l'occasion de cette manifestation qui est organisé à la veille de la tenue de la 44^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco 2018), prévue les 22 et 23 novembre à Vitoria-Gasteiz (Espagne).

Comme ils l'expliquent, le Maroc ne veut pas de témoins et maintient le territoire fermé à la presse internationale, aux observateurs internationaux, aux organisations de défense des droits de l'Homme et aux ONG. «Il est seulement possible de savoir ce qui se passe à travers le groupe de journalistes sahraouis Equipe Média, récompensé par le Prix international de journalisme Julio Anguita Parrado», ont souligné des participants à cette grande manifestation.

Les manifestants ont scandé des slogans : «Assez de colonisation du Sahara occidental, il est temps de mettre fin aux chapitres de l'asile et de l'occupation», «Halte à la répression, aux arrestations et au pillage illégal des ressources naturelles du Sahara occidental occupé».

La manifestation annuelle a



culminé avec l'annonce d'une campagne internationale visant à libérer tous les détenus politiques sahraouis dans les prisons marocaines et à protéger les droits de l'Homme dans les territoires sahraouis occupés et le sud du Maroc.

La manifestation est également destinée à réitérer le sou-

tien inconditionnel à l'exercice du peuple sahraoui de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance.

Inscrit depuis 1966 sur la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indé-

pendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

L. H./APS

Tunisie

Ennahdha appelle à la formation rapide d'un gouvernement inclusif

Les forces politiques et sociales en Tunisie doivent entamer des négociations en vue de former le plus tôt possible un gouvernement inclusif, a insisté le mouvement Ennahdha dans son appel, samedi, à l'endroit de toutes les forces vives du pays, appelant par la même occasion à soutenir Habib Jomli, le Chef du gouvernement désigné dans sa mission.

Habib Jomli a été choisi par le mouvement Ennahdha pour sa compétence et expérience dans les domaines économiques et financières en général et dans les affaires agricoles en particulier, a précisé le mouvement Ennahdha dans son appel, insistant sur l'indépendance partisane de Habib Jomli.

Et d'estimer qu'«il est une figure reconvenue pour son intégrité et son enthousiasme au service de l'Etat, la lutte contre la corruption et l'aspiration à créer un changement positif dans la vie des Tunisiennes et des Tunisiens».

Le choix de M. Jomli a toutefois essuyé des critiques de la part de plusieurs formations politiques, mettant en avant le fait que la personnalité est proche du parti Ennahdha et «a bénéficié de sa caution à maintes reprises dans les différents postes de responsabilités qu'il a eu à occuper».

Habib Jomli, ancien secrétaire d'Etat, a été proposé au poste de Chef du gouvernement par le parti Ennahdha, arrivé en

tête des législatives du mois d'octobre en Tunisie, conformément à la Constitution. Le choix de M. Jomli a été validé par le président de la République, Kaies Saïed.

«L'engagement des négociations pour former un gouvernement doit s'effectuer sur la base d'un programme global mobilisant toutes les capacités matérielles et morales du pays pour relever les défis économiques et sociaux», a plaidé, en outre, la formation politique Ennahdha dans une déclaration publiée samedi soir, au terme d'une réunion extraordinaire de son bureau politique.

Dans le même sillage, le parti a mis l'accent «sur la participation de femmes et de jeunes au prochain gouvernement conformément aux dispositions de la Constitution et par reconnaissance du statut de ces groupes dans la nouvelle Tunisie».

Habib Jomli avait insisté longuement, vendredi, après son audience avec le président de la République, sur le fait que le prochain gouvernement sera au service de la volonté du peuple qui a été exprimée par les dernières élections et qu'il sera formé sur les critères de la compétence et l'intégrité.

«Le nouveau gouvernement sera formé sur la base des critères de la compétence et de l'intégrité quelle que soit l'appartenance politique», a-t-il affirmé.

La Tunisie qui traverse une phase cri-

tique sur le plan économique a besoin de toutes ses compétences pour relancer la machine et redresser la situation sur tous les plans, s'accordent à dire les observateurs de la scène tunisienne.

Chahed pour gérer les affaires courantes

En attendant la formation du nouveau gouvernement par Habib Jomli, le président, Kais Saïed, a chargé, vendredi, Youssef Chahed d'expédier les affaires courantes jusqu'à la formation du nouveau gouvernement et l'obtention de la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), avait indiqué un communiqué de la présidence.

«Le président m'a chargé en me recevant au Palais de Carthage, d'expédier les affaires courantes», a déclaré Youcef Chahed, à l'issue de l'entrevue, précisant que le président a insisté sur le fait d'assurer la continuité de l'action gouvernementale afin de garantir la sécurité des citoyens et la bonne gestion du service public.

M. Jomli a, pour rappel, un mois, renouvelable une fois, pour former le nouveau gouvernement. Selon la Constitution tunisienne, le nouveau cabinet doit être approuvé par une majorité de députés. A défaut de majorité à l'issue de ce délai, le président Kais Saïed pour-

ra proposer une autre personnalité, alors que le scénario d'une nouvelle personnalité est pour l'ensemble des observateurs de la scène politique tunisienne exclue.

Le soutien de la deuxième formation politique majoritaire au sein du Parlement, à savoir le parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie), au parti Ennahdha dans l'élection du chef du Parlement en la personne de Rached Ghannouchi, suppose, affirme-t-on, que ce dernier va faire de même pour ce qui est du gouvernement de M. Jomli.

Le parti Ennahdha n'a, pour rappel, pas bénéficié du soutien des autres formations politiques siégeant au sein de l'ARP s'agissant de l'élection de Ghannouchi.

En effet, plusieurs partis ont proposé leurs propres candidats pour le poste de chef du Parlement. Le rôle du Parlement est si important en Tunisie, compte tenu du régime politique en vigueur. Il est en effet le lieu où la politique du gouvernement est adoptée et validée.

C'est la raison pour laquelle le président Kais Saïed ne cesse, d'ailleurs, d'appeler les formations politiques tunisiennes à «faire prévaloir l'intérêt de la Tunisie sur les intérêts partisans».

Safia T.



Manifestations en Iran

Téhéran accuse Washington d'ingérence

■ L'Iran a accusé hier les États-Unis d'ingérence dans ses affaires intérieures après le soutien apporté par Washington aux manifestations contre une hausse du prix de l'essence, marquées par des violences ayant fait au moins deux morts.

Par Rosa C.

À au moins 25 villes d'Iran ont été touchées par ces violences depuis le début des manifestations vendredi déclenchées quelques heures après l'annonce d'une réforme du système de subvention du carburant à la pompe censée bénéficier aux couches les moins favorisées de la population. Qualifiés d'«émeutiers» par les autorités, des contestataires ont bloqué certains axes de circulation, incendié des banques et des édifices publics. Un civil et un policier sont morts dans les violences, selon les agences iraniennes. Fait plutôt rare, la télévision publique a diffusé des images de jeunes gens masqués dans des rues jonchées de débris en train d'incendier des bâtiments publics. Selon des informations relayées par les agences locales, 40 personnes ont été arrêtées à Yazd (centre), et 180 dans la province du Khouzestan (sud-ouest)

depuis le début des troubles. Réagissant à un message du secrétaire d'État Mike Pompeo affirmant samedi que les États-Unis étaient avec le «peuple iranien», les Affaires étrangères à Téhéran ont vu «l'expression du soutien (...) américain à un groupe d'émeutiers». Elles ont «condamné ces remarques (...) interventionnistes» et «hypocrites». Dimanche, la Maison-Blanche avait dit soutenir «les Iraniens dans leurs manifestations pacifiques» et condamné «l'usage de la force et les restrictions de communications» et les dérives d'un pouvoir qui, selon Washington, a «abandonné son peuple». Les États-Unis et l'Iran sont des ennemis jurés. Ce sont le retrait unilatéral des États-Unis en 2018 de l'accord international sur le nucléaire iranien de 2015 et le rétablissement de lourdes sanctions américaines contre Téhéran qui ont plongé l'économie iranienne dans une violente récession. La situation en Iran restait très difficile à évaluer à



R. H. / A. D. R.

l'échelle du pays du fait du black-out, Internet restant hier largement inaccessible après plus de 24H de restrictions. Citant une «source gouvernementale», l'agence Fars, proche des conservateurs, a indiqué qu'il était toujours difficile de dire quand les restrictions d'accès à internet seraient levées. Seul l'accès au web iranien était possible avec un téléphone portable, et de nombreuses lignes

fixes étaient coupées. Annoncée vendredi par le gouvernement, la mesure à l'origine des troubles prévoit que le prix de l'essence, très subventionnée, augmente de 50% et passe ainsi de 10 000 à 15 000 rials (11 centimes d'euros) pour les 60 premiers litres achetés chaque mois. Au-delà de cette quantité, le prix du litre doit tripler, à 30 000 rials. Les autorités assurent que les recettes dégagées doivent bénéficier aux 60 millions d'Iraniens

les moins favorisés, sur une population totale de 83 millions d'habitants. Les manifestations de colère populaire interviennent à quelques mois des législatives prévues en février. Dimanche, le président Hassan Rohani a affirmé que l'État, face à «l'émeute» ne devait «pas autoriser l'insécurité dans la société». Il a aussi de nouveau justifié la hausse du prix du carburant en expliquant que l'État n'avait pas d'autre solution pour aider mieux les «familles à revenu moyen et bas qui souffrent de la situation économique créée par les sanctions américaines». Le Fonds monétaire international estime que le PIB de l'Iran devrait chuter de 9,5 % cette année après un recul de 4,8 % en 2018. L'inflation, entraînée par la chute du rial face aux grandes devises d'échange, atteint officiellement 40 %. Soutenant la hausse du prix de l'essence, le guide suprême d'Iran Ali Khamenei a condamné dimanche les actes de violences commis par des protestataires et déploré que «certains (aient) perdu la vie» dans cette agitation. Certaines entités opposées au pouvoir «se réjouissent» des troubles, a-t-il dit, demandant que «personne n'aide ces criminels». «Endormir et mettre le feu (à des biens) n'est pas (une réaction) de personne normale mais de hooligan».



Commentaire

Milliardaire

Par Fouzia Mahmoudi

Après le milliardaire républicain Donald Trump, les États-Unis auront-ils un autre président milliardaire, démocrate cette fois-ci, en la personne de Michael Bloomberg ? C'est du moins ce qu'espère ce dernier qui semble prêt à se lancer dans la course à l'investiture démocrate. L'ancien maire de New York, Michael Bloomberg (2002-2013), a ainsi présenté ses excuses cette semaine pour la politique des interpellations et fouilles arbitraires («stop-and-frisk») dont il était jusqu'ici un ardent défenseur au nom de la lutte contre la criminalité. «Je suis désolé», a déclaré le milliardaire, qui s'exprimait dans une église majoritairement noire du borough (arrondissement) de Brooklyn, renforçant encore l'idée qu'il s'apprête à se lancer dans la course à la Maison-Blanche. Cette prise de position marque un spectaculaire virage à 180 degrés de la part de Bloomberg, qui a toujours défendu cette méthode policière très controversée, nombre d'associations dénonçant des contrôles au faciès et une brutalité inutile. En 2011, dix ans après la première élection de Bloomberg à la mairie, 685 724 New-Yorkais avaient été brièvement arrêtés et superficiellement fouillés, pour vérifier notamment qu'ils ne portaient pas d'armes. Parmi eux, 87 % étaient noirs et latinos, selon les statistiques officielles de la police, et 88 % étaient innocents. «Avec le temps, j'ai fini par comprendre quelque chose que j'ai longtemps eu du mal à admettre : j'ai eu tort sur un point important», a-t-il avancé. «Notre objectif central était de sauver des vies. Mais les faits sont là : beaucoup trop d'innocents ont été arrêtés et une immense majorité d'entre eux étaient noirs ou latinos». «Cela a pu inclure, je suis désolé de le dire, certains d'entre vous qui sont ici aujourd'hui, ou vos enfants, vos petits-enfants, vos voisins, vos proches», a-t-il poursuivi. L'ex-maire de 77 ans a fait plusieurs pas ces derniers jours vers une candidature à l'investiture démocrate, en s'enregistrant notamment comme candidat dans les États de l'Alabama et de l'Arkansas. Fondateur de l'agence d'informations financières portant son nom, l'édile de New York de 2002 à 2013, Michael Bloomberg, est l'une des dix plus grandes fortunes du monde, avec plus de 50 milliards de dollars, selon le magazine Forbes. Il apparaît ainsi comme une alternative étant à l'opposé des candidats catalogués très «à gauche» Elizabeth Warren ou encore Bernie Sanders. Bloomberg lui est le type classique de candidats Démocrates, tels que Hillary Clinton il y a quatre ans, qui malgré leur libéralisme sur les questions sociales, restent très conservateurs concernant le capitalisme américain qu'ils soutiennent sans ambages. La très probable candidature de Bloomberg coïncide également avec l'inquiétude de plus en plus grande de la majorité «conservatrice» du parti démocrate qui craint de voir des «extrémistes» tels que Warren et Sanders remporter l'investiture du parti et le prendre en otage en avançant un agenda très à gauche en inadéquation avec la mentalité générale des Américains qui pourraient alors être tentés de voter Trump pour un second mandat.

F. M.

Taïwan

Encore à l'essai, le 2^e porte-avions chinois énerve les autorités

Il n'est pas encore officiellement en service actif et n'a pas même de nom, mais il a suffi qu'il emprunte le détroit de Taïwan pour que le deuxième porte-avions de la marine chinoise déclenche une nouvelle polémique entre Pékin et Taïpei. «Cela ne vise aucune cible spécifique et n'a rien à voir avec la situation actuelle», a assuré hier le porte-parole de la marine chinoise, Cheng Dewi, au lendemain du passage du navire dans le détroit qui sépare Taïwan du continent chinois. Mais l'île revendiquée par Pékin se tient sur ses gardes. «Nous suivons la situation de près dans l'ensemble du détroit», a déclaré à la presse la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen. «Nous sommes capables de nous défendre», a-t-elle assuré. La télévision chinoise a diffusé une courte vidéo montrant le bâtiment lors de sa navigation dans le détroit hautement stratégique. Drapeau rouge au vent, le navire porte sur son pont trois avions, les ailes repliées. Sur d'autres images, on peut voir un appareil pourvu de missiles. Dimanche, le ministre taïwanais des Affaires étrangères a accusé Pékin d'«intimidation», à moins de deux mois de l'élection présidentielle lors de laquelle Mme Tsai, bête noire du régime communiste, est candidate à sa réélection. Le ministre Joseph Wu a accusé la Chine de

chercher à «s'ingérer dans les élections» à Taïwan. «Les électeurs ne se laisseront pas intimider !», a-t-il affirmé. Son ministère a précisé qu'il avait envoyé des navires et des avions pour surveiller le porte-avions. Des navires américains et japonais le suivaient également, a-t-il ajouté. Pékin revendique Taïwan, île gouvernée séparément du Continent depuis 1949, et n'exclut pas de recourir à la force pour y rétablir sa souveraineté. Eric Hundman, politologue de l'Université de New York à Shanghai, a estimé que le passage du porte-avions était «dans la continuité des efforts constants de Pékin pour faire pression sur Taïpei». «La décision d'emprunter le détroit de Taïwan est sans aucun doute délibérée et vise probablement à rappeler l'accroissement des capacités navales de la Chine au bon souvenir de Taïwan et des Américains», observe-t-il. Le deuxième porte-avions chinois, connu jusqu'à présent sous le nom «Type-001A», a été mis à flot en 2017. Il est à propulsion classique (et non nucléaire) et peut embarquer une quarantaine d'avions. Le porte-parole de la marine chinoise a expliqué que le bâtiment, le premier entièrement construit par le pays, avait pénétré en mer de Chine méridionale après avoir emprunté le détroit. Cette mission a pour objectif

«des tests de recherche scientifique et des entraînements de routine», a-t-il ajouté. Selon le quotidien nationaliste «Global Times», il pourrait entrer «bientôt» en service actif et être attaché à Sanya, une base militaire du sud de l'île tropicale de Hainan. Il mouillera donc en mer de Chine méridionale, une zone que Pékin revendique en quasi-totalité et conteste à d'autres gouvernements de la région (Philippines, Vietnam, Malaisie, Brunei, Taïwan). Les États-Unis et d'autres pays occidentaux y effectuent régulièrement des opérations de «liberté de navigation», dépêchant des bâtiments militaires à la grande colère de Pékin. La Chine dispose jusqu'à présent d'un seul porte-avions opérationnel : le Liaoning. Construit par l'ex-URSS, il a été admis au service actif en 2012. Un troisième porte-avions est actuellement en cours de construction, selon des médias officiels. Avec son seul porte-avions pour l'instant opérationnel, la Chine reste encore très loin derrière les États-Unis (11), et au même niveau que la Russie (1), la France (1), l'Inde (1) et le Royaume-Uni (1), selon Nick Childs, spécialiste des forces navales au centre de réflexion britannique International Institute for Strategic Studies (IISS).

Festival international du cinéma d'Alger

Une sélection documentaire à la hauteur



Par Adéla S.

Plus de 30 films, entre documentaires, courts et longs métrages de fiction dont 24 en compétition, étaient au programme de ce Fica qui a organisé la première compétition dans la

section court métrage, absente des éditions précédentes.

Le public a eu droit à une sélection de documentaires résolument arrimés aux thèmes traités de l'humain, donnant au festival une identité affirmée qui le différencie des autres manifestations cinématographiques, même si les organisateurs ont

■ En plus d'être une des rares occasions pour le public algérois de renouer avec les salles obscures, le Festival international du cinéma d'Alger (Fica), qui a pris fin samedi soir, aura confirmé cette année encore son orientation tournée vers le film engagé dans une sélection documentaire à la hauteur des attentes des cinéphiles.

adapté leur sélection pour combler le vide laissé par Festival d'Oran du film arabe, annulé pour 2019.

Des portraits de militants, des combats pour la justice et autres drames de migrants subsahariens, sont proposés dans des documentaires comme «*Le silence des autres*», coréalisé par l'Espagnole Almudena Carracedo et l'Américain Robert Bahar, «*Lenvers d'une histoire*», de la Serbe Mila Turajlic, ou encore «*Tilo Koto*» des Françaises Valérie Malek et Sophie Bachelier.

Très attendus des cinéphiles, le documentaire «*143, rue du désert*» de Hassan Ferhani et «*Paysages d'automne*», premier

thriller de Merzak Allouache, ont également été projetés en avant-première.

Une sélection de huit longs métrages de fiction était aussi au programme. Entre autres films retenus dans la catégorie, «*Fatwa*», du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud, dénonçant la montée de l'extrémisme religieux en Tunisie, «*Yuli*», de l'Espagnole Iciar Bollain, sur la vie d'un danseur de ballet cubain, ou encore le film d'animation «*The Tower*», inspiré de la vie dans les camps de réfugiés palestiniens au Liban, réalisé par le norvégien Mats Grorud.

Au titre de la compétition dans le court métrage, huit films étaient en lice : «*Hadi Hya*» de

Youcef Mahsas, «*La fausse saison*» de Menad Embarek, «*Une histoire dans ma peau*» de Yanis Khelloufi, «*Felfel Lahmar*» de Saadia Gacem, «*Facing Mecca*» du Suisse Jean-Eric Mack et «*Burkina Bounty*» de l'Américaine Lara Lee.

Absents au Fica, présents à l'international

Habités du festival et observateurs regrettant l'absence d'œuvres algériennes de la programmation 2019 du Fica, seul grand événement dédié au cinéma dans la capitale. «*Abou Leila*» de Amine Sidi Boumediene et «*Timelife*» de Hamid Benamra qui prennent part, parmi d'autres, à différentes manifestations cinématographiques internationales, manquent à l'appel de cette édition.

Celle-ci n'a pas cru utile non plus de programmer des courts métrages comme «*Nice Very Nice*» d'El Kheyr Zidani ou encore «*Bermuda*» de Mohamed Benabdallah, à l'affiche de plusieurs festivals internationaux.

Concernant les distinctions, le documentaire «*143, rue du désert*», deuxième long métrage de Hassan Ferhani a décroché le Grand prix de sa catégorie, le Prix du public ainsi que la «*Médaille Ghandi*». Cette distinction est décernée par le Conseil international du cinéma, de la télévision et de la communication audiovisuelle (Cict).

Racim C.

A. S./APS

Boumerdès

Entrée en exploitation de la bibliothèque principale avant la fin de l'année

Le projet de la bibliothèque principale de lecture publique de la ville de Boumerdès sera réceptionné et mis en exploitation avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur de la Culture de la wilaya.

«*Le projet, dont le coût est estimé à près de 350 millions DA, est parachevé de réalisation. Il en est actuellement aux retouches finales, parallèlement à l'opération d'équipement*», a indiqué à l'APS Abdelali Koudid.

Réalisé en plein centre-ville de Boumerdès, sur une assiette de près de 4 500 m², cet établissement culturel associant styles ancien et moderne, est considéré parmi les «*plus beaux et plus grands du*

pays», selon le même responsable.

La bâtisse, construite en cinq étages, englobe une salle de conférences (250 places) dotée d'équipements de pointe, des salles de lecture et d'Internet, et des ateliers artistiques et scientifiques, entre autres.

M. Koudid a, par la même, signalé une opération, en cours, en vue de l'équipement de cette bibliothèque principale de lecture publique, avec plus de 18 000 ouvrages, englobant entre 5 000 et 6 000 titres dans différents domaines. A cela s'ajoutent d'autres lots d'ouvrages, dont il n'a pas précisé le nombre, considérés comme un «*don du ministère de tutelle et de la Bibliothèque nationale*», a-t-il souligné.

Il a en outre fait part du rattachement programmé (au plan administratif) à cet établissement, d'«*un nombre de bibliothèques urbaines et semi-urbaines, actuellement opérationnelles à Naciria et Corso, outre cinq bibliothèques urbaines prévues à la livraison cette année*», a-t-il indiqué.

Il s'agit, en l'occurrence, des bibliothèques de Dellys, Beni Amrane, Naciria, Khemiss El Khechna et Corso, outre les bibliothèques rurales des villages «*Koudiat Laàrayess*» de la commune de Legata, «*Ben Merzouka*» de Boudouaou et «*Omar*» de Bordj Menail.

Musique

Fred Mella, le dernier Compagnon de la chanson, est décédé

L'ex-ténor soliste du groupe vocal très populaire des années 1950 à 1970, est mort samedi soir à 95 ans.

Il n'y a plus aucun membre des Compagnons de la chanson encore en vie. Fred Mella, l'ex-ténor soliste de ce groupe vocal très populaire des années 1950 à 1970, est mort samedi soir à l'âge de 95 ans, a annoncé son fils, Michel. Il est décédé «*à 21h25 parmi les siens, paisiblement dans sa maison de Goupillières (Yvelines)*», a-t-il précisé. Né le 10 mars 1924 à Annonay (Ardèche), Fred Mella, dont les parents étaient d'origine italienne, a été professeur des écoles quelques années avant de rejoindre Les Compagnons de la chanson. Son timbre de voix exceptionnel l'a rapidement imposé comme soliste du groupe. «*À Fred, mon concurrent direct pour Les Trois Cloches*», lui a écrit Édith Piaf, après ce titre enregistré avec Les Compagnons de la chanson qu'elle a emmenés en tournée aux États-Unis en 1947. La

même année, Fred Mella a épousé la comédienne québécoise Suzanne Avon, dont il a eu deux enfants.

En 2006, Fred Mella a publié ses souvenirs sous le titre «*Mes maîtres enchanteurs*», autobiographie dédiée à Georges Brassens, Charles Trenet et Charles Aznavour dont il était l'ami. Il a donné un dernier concert en 2008, à l'Olympia.

Des adieux avec les Compagnons en 1983

Fondé en 1941, d'abord sous le nom des Compagnons de France, puis Compagnons de la musique, le groupe des Compagnons de la chanson a pris son envol à la Libération, avec comme autres parrains Yves Montand et Charles

Aznavor. Ils ont fait leurs adieux en 1983 sur leur scène fétiche de l'Olympia. Fred Mella a poursuivi pendant quelques années une carrière solo.

Groupe de chanson française «*à l'ancienne*», les Compagnons de la chanson, qui comptaient neuf membres, avaient dès leurs débuts adopté un uniforme qui ne les a jamais quittés : chemise blanche et pantalon bleu.

Les autres Compagnons de la chanson étaient Jean Broussolle (1920-1984), Guy Bourguignon (1920-1969), Jean-Louis Jaubert (1920-2013), Hubert Lancelot (1923-1995), Jean-Pierre Calvet (1925-1989), Gérard Sabbat (1926-2013), Jo Frachon (1919-1992) et René Mella (1926-2019), frère de Fred, décédé fin septembre.

T. H.

Cinéma

«Le Mans 66» vrombit en tête du box-office nord-américain

«*Le Mans 66*», film américain sur la mythique course d'endurance automobile française des 24 Heures du Mans, a pris la tête du box-office nord-américain ce week-end, selon des chiffres provisoires publiés dimanche par la société spécialisée Exhibitor Relations.

Le blockbuster de James Mangold («*Logan*», «*3h10 pour Yuma*»), avec à l'affiche les deux superstars américaines Matt Damon et Christian Bale, raconte comment le constructeur automobile Ford a tenté de redorer son blason en s'attaquant au mythe

Ferrari lors de l'édition 1966 de la célèbre course d'endurance. Ce film d'action, («*Ford vs Ferrari*» dans sa version originale), a généré 31 millions de dollars de recettes pour son premier week-end d'exploitation.

Il devance au classement le film de guerre «*Midway*» (Roland Emmerich) qui revient, à coups de spectaculaires scènes de combats aériens, sur la campagne du Pacifique pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour sa seconde semaine dans les salles obscures nord-américaines, «*Midway*» a ramassé 8,7 millions de dollars en trois jours.

Le podium est complété par «*Charlie's Angels*» (Elizabeth Banks), énième adaptation de la série télévisée «*Drôles de dames*», et ses 8,6 millions de dollars pour son premier week-end. En quatrième place on retrouve la comédie familiale «*Playing With Fire*», dans laquelle des pompiers sont contraints de jouer les baby-sitters, avec 8,5 millions. Elle devance une autre comédie, plus romantique, «*Last Christmas*», qui a amassé pour sa deuxième semaine, à l'approche des fêtes de fin d'année, 6,7 millions de dollars. R. C.



Cyclisme /Africa-Tour 2019

Le GSP reprend la compétition continentale

LE CLUB cycliste algérien, Groupement Sportif des Pétroliers (GSP) a retrouvé son statut d'équipe continentale après une absence de deux ans, a annoncé dimanche la Fédération algérienne de la discipline (FAC). Le GSP a officiellement enregistré son inscription en tant qu'équipe continentale, et ce, d'un commun accord avec la FAC, qui lui facilitera donc la tâche au moment de participer aux prochaines compétitions

internationales. En attendant cela, les pétroliers se sont déjà distingués, de fort belle manière, en dominant le Tour des Aéroports de Tunisie, et en raflant tous les titres qui y étaient mis en jeu. En effet, outre les trois premières places du podium, avec comme leader Yacine Hamza, les pétroliers ont également remporté le titre «par équipes», ainsi que celui du meilleur espoir, revenu au jeune Hamza Yacine.

Journée 1/ (6^e journée)

Le MCA se rebiffe et prend les commandes

■ Le MC Alger a battu, avant-hier soir, le CABB Arréridj sur le score de 1 à 0, en match disputé au stade Omar-Hamadi, comptant pour la mise à jour de la 6^e journée du championnat de Ligue 1 de football.



Les Mouloudéens ont pris leur revanche

Par Mahfoud M.

L'unique but de la partie a été l'œuvre de Walid Derrardja à la 64'. Le «Doyen» renou donc avec la gagne, quatre jours après avoir concédé mercredi dernier son premier revers de la saison à domicile, face à la JS Kabylie (0-3). A l'issue de cette victoire, le «Doyen» rejoint le CR Belouizdad, vainqueur samedi à domicile face à l'ASO Chlef (1-0), en tête du classement avec 23 points chacun. Il faut savoir que ce succès est venu à un moment très spécial, après la lourde défaite concédée face aux Canaris qui avait créé une grosse pression sur l'entraî-

neur et les joueurs, surtout qu'il s'agit d'un classico et que ce même adversaire l'avait déjà battu la saison dernière sur le score de (5/2) et que tout le monde au Mouloudia souhaitait prendre une revanche sur cette formation. Aussi, le problème d'argent dont souffre le club s'est répercuté sur le groupe et l'ambiance qui règne, d'autant plus que le coach Casoni a abordé la question en déclarant qu'il ne peut pas demander plus aux joueurs tant qu'ils ne sont pas payés, eux qui doivent cinq mensualités et que lui-même a pensé à quitter le club s'il n'est pas payé dans les prochains jours. En fait, la crise financière qui secoue le club algérois est due au fait que

le principal actionnaire, Sonatrach, avait dépêché une commission d'enquête après avoir découvert des malversations dans les documents comptables du club, sachant que le budget de la saison a déjà été épuisé alors qu'on est seulement à la onzième journée, ce qui n'est pas du tout normal. Ainsi, les joueurs et le staff technique payent les frais de la gabegie de l'ancienne direction qui avait été dépensière à souhait, alors que le club n'a récolté aucun titre depuis 2016, date de son dernier trophée en Coupe d'Algérie.

M. M.

Karaté/Coupe de France 2019 - Combats individuels seniors Inès Abid décroche la médaille d'or

L'ALGÉRIENNE Inès Abid a décroché la médaille d'or aux combats individuels (seniors) de la Coupe de France 2019 de Karaté, disputée samedi et dimanche à la salle Carpentier (Paris). Cette jeune de 16 ans a dominé en finale des moins de 68 kilos sa compatriote Lamy Matoub, sociétaire du club français, Sarcelles, qui pourtant possède plus d'expérience qu'elle. Matoub est en effet double championne d'Afrique et médaillée de bronze aux Mondiaux-2018 à Madrid, mais elle se contente finalement de la médaille d'argent dans cette édi-

tion 2019 de la Coupe de France, marquée par la participation de deux autres internationaux algériens. Il s'agit de Hocine Daïkhi et Sami Tass, ayant décroché respectivement l'argent et le bronze dans leurs catégories respectives. Selon la Fédération algérienne de karaté, «Daïkhi a pris part à cette compétition dans le cadre de sa préparation, en vue des importantes échéances internationales à venir», alors que le jeune «Tass a réussi une première chez les seniors» à travers cette breloque en bronze.

Judo/Open africain 2019 de Dakar (Tableau final des médailles) L'Algérie rafle tout

LA SÉLECTION algérienne (messieurs/dames) de judo a remporté l'Open africain de Dakar, clôturé dimanche au Sénégal, avec un total de treize médailles (5 or, 2 argent et 6 bronze), devançant ainsi l'Italie (3 or) et le Sénégal (1 or, 4 argent et 1 bronze), au moment où la Slovaquie a échoué au pied du podium, avec 1 or et 1 argent. La sélection algérienne a supplanté son homologue italienne dimanche, lors de la deuxième et dernière journée de compétition, grâce notamment à Abderrahmane Benamadi (-90 kg), Lyès Bouyacoub (-100 kg) et Mohamed El Mahdi Lili (+100 kg), qui avaient bonifié sa moisson de trois nouvelles médailles d'or, après les deux qui avaient été remportées la veille par Salim Rebahi et Waïl Ezzine, respective-

ment chez les moins de 60 kilos et les moins de 66 kilos. De leur côté, Yamina Halata et Imad-Eddine Cherrouk s'étaient contentés de l'argent, après leurs défaites respectives en finale des moins de 57 kg et des moins de 81 kg. A ces 7 médailles s'ajoutent les six breloques en bronze, remportées par Mohamed Sofiane Belrekaâ chez les plus de 100 kg (messieurs), ainsi que par Mecere Hadjer (-48 kg), Meriem Moussa (-52 kg), Belkadi Amina (-63 kg), Kaouthar Ouallal (-78 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames. Au total, 124 judokas (63 messieurs et 61 dames), représentant 32 nations ont pris part à cette compétition, marquée par une participation record du Sénégal (pays organisateur) ayant engagé un total de 26 athlètes (15 messieurs et 11 dames).

Championnats arabes des nations de cyclisme 2019 Les cadets en stage à Biskra

LA SÉLECTION algérienne (cadets) de cyclisme effectue un stage bloqué du 17 au 25 novembre courant à Biskra, en vue des prochains Championnats arabes des nations, prévus du 30 novembre au 6 décembre 2019 à Alexandrie (Egypte), a-t-on appris dimanche auprès de la fédération. Sept garçons composent cette jeune sélection, à savoir : Salah-Eddine Cherki, Abdelkarim Ferkous, Belarbi Akram, Abdelatif Guerroudja, Redouane Brinis, Ilyad Benbrahim et Abdelah Oussama Mimouni, sous la direction du coach national Mohamed Allab et son adjoint Hamza Amatousse. Ces derniers ont tracé un programme spécifique pendant ce stage, destiné à

apporter les dernières retouches à la préparation de leurs athlètes, avant l'entame de la compétition. Les poulains d'Allab rejoignent ainsi les sélections seniors, juniors et cadettes, qui se trouvent déjà à Biskra, également avec l'objectif de préparer les prochains Championnats arabes des nations.

Djamel Belmadi «Benzema ? J'ai les joueurs qu'il faut»

Karim Benzema n'a pas du tout aimé la récente sortie de Noël Le Graët, l'homme fort de la Fédération française de football. Sur RMC Sport, ce dernier avait indiqué qu'il n'y avait aucune chance pour que l'attaquant du Real Madrid retrouve la sélection malgré ses belles prestations en club. Mais l'ancien Lyonnais ne l'entend absolument pas de cette oreille. À travers une publication sur les réseaux

sociaux, il a affirmé qu'il était le seul à décider quand son parcours international prendra fin.

«Si vous pensez que je suis terminé, laissez-moi jouer pour un des pays pour lequel je suis éligible et nous verrons», avait lancé un Benzema pourtant pas éligible pour jouer pour une autre nation. Mais ses propos ont déclenché le fantasme de voir KB9 évoluer pour l'Algérie, pays d'origine de ses parents.

Cependant, Djamel Belmadi, le sélectionneur des Verts, a coupé court à cette possibilité de manière péremptoire : «Pour l'instant, nous avons Bounedjah, Islam (Slimani), Delort, Soudani. Je suis très content avec les joueurs que j'ai», a-t-il dit dans des propos rapportés par DzFoot. Reste à savoir si Benzema va répondre...

Lutte

Les sélections juniors et seniors se préparent

Les sélections algériennes de lutte juniors et seniors (garçons et filles) effectueront à partir de jeudi un stage de préparation au Centre national des sports et des loisirs de Tikjda (Bouira), en prévision des prochaines échéances internationales, a-t-on appris dimanche de la Fédération algérienne des luttas associées (FALA). Le staff technique national, composé des entraîneurs, Aoune

Faycal, Nouiga Sofiane, Benrahmoune Mohamed et Zeghdane Messaoud, a fait appel à 39 athlètes dont 24 seniors, 11 juniors et 4 filles pour prendre part à ce stage qui se poursuivra jusqu'au 10 décembre. «Ce premier stage programmé pour la saison 2019-2020 sera axé sur la préparation physique générale des lutteurs qui seront appelés à donner le maximum d'eux-mêmes en vue des

prochaines échéances continentales et internationales», a déclaré Idriss Haoues, directeur des équipes nationales (DEN). Les sélections algériennes de différentes catégories seront appelées à prendre part aux différents stages de préparation selon le programme établi par la direction technique nationale en prévision des prochains rendez-vous inscrits au titre de cette nouvelle saison.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Ouargla

Un terroriste capturé

UN TERRORISTE a été capturé dimanche par un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une patrouille de recherche et de fouille dans la commune de Sidi Khouiled, dans la wilaya de Ouargla, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation de ren-

seignements, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a capturé, le 17 novembre 2019 lors d'une patrouille de recherche et de fouille dans la commune de Sidi Khouiled, wilaya de Ouargla, le terroriste dénommé "Z. Ahmed", en sa possession une quantité de munitions et divers objets», précise le communiqué.

M. L.

Commune de Béjaïa

Les habitants de Houma Ouvazine en colère

LES HABITANTS de Houma Ouvazine commune de Béjaïa sont en colère. Pour ce faire, ils ont procédé hier matin à la fermeture de la route menant au quartier pour exiger l'annulation du permis de construire accordé à un promoteur immobilier qui a lancé des travaux de terrassement en faveur de la construc-

tion d'une promotion immobilière. Des travaux «ayant occasionné des dégâts» à leurs bâtisses. La route a été barrée par des pierres et une banderole est hissée sur les lieux. Celle-ci porte la revendication des habitants. On peut y lire : «non aux promotions immobilières à El-Houma Ouvazine».

H.C.

Football

Ryad Mahrez parmi les 100 joueurs les plus précieux du monde

L'ATTAQUANT international algérien Ryad Mahrez figure dans une liste des cent joueurs de football les plus précieux du monde, a rapporté, lundi le site onzefootball.com, citant le portail web allemand, Transfermarkt, axé sur le football et transfert des joueurs.

Mahrez, sociétaire de Manchester City, pointe à la 80^e position avec une valeur marchande estimée à 60 millions d'euros, une place d'ailleurs qu'il partage avec pas moins de vingt-deux autres joueurs évoluant un peu partout dans le monde, dont Gareth Bale, Alarcon Suarez Isco, Toni Kroos et Carlos Henrique Casemiro (Real Madrid), avec la même valeur marchande.

Le tableau des cent joueurs les mieux cotés du globe est dominé par l'international français et champion du monde, Kylian Mbapé (Paris Saint-Germain), avec ses 200 millions d'euros, devant son coéquipier dans le club, Neymar Da Silva Santos (180 millions d'euros), et un groupe de quatre joueurs en 3^e position avec une valeur marchande de 150 millions d'euros. Il s'agit de l'international égyptien Mohamed Salah (FC

Liverpool), Harry Kane (Tottenham), Eden Hazard (Real Madrid) et Lionel Messi (FC Barcelone).

L'international sénégalais et vice-champion d'Afrique avec sa sélection en 2019 en Egypte, Sadio Mané occupe la 10^e place avec 120 millions d'euros, alors que le Portugais Ronaldo n'est qu'à la 90^e position qu'il partage avec 21 autres joueurs dont la valeur marchande est de 90 millions d'euros.

Selon les experts et à l'approche du marché des transferts, le football reste dans sa petite bulle d'inflation et d'excès, ce qu'en témoigne la liste actualisée des valeurs marchandes. «Parmi les grands enseignements de ce recensement, c'est que l'époque où le monstre bicéphale espagnol (Real/Barcelone) accaparait les premières places est bel et bien révolue.

En 2019, les forces sont finement réparties entre les différentes divisions d'Europe, même si l'Italie est représentée avec parcimonie», a expliqué le site Transfermarkt.

Racim S.

Visite de travail et d'inspection à la 4^e Région militaire

Gaïd Salah aujourd'hui à Ouargla

LE GÉNÉRAL de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera, à partir d'aujourd'hui, une visite d'inspection et de travail à la 4^e Région militaire à Ouargla, indique lundi un communiqué du ministère de la

Défense nationale. Lors de cette visite, le général de corps d'Armée «procèdera à l'inspection de certaines unités et tiendra des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels de la 4^e Région militaire», précise la même source.

R. N.

1er anniversaire des gilets jaunes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Affaire de l'incendie à la maternité d'El-Oued

Trois condamnations et quatre acquittements

Trois condamnations et quatre acquittements ont été prononcés hier par le tribunal des délits d'El-Oued dans l'affaire de l'incendie à la maternité de l'établissement hospitalier spécialisé Mère-Enfant «Bachir-Bennacer», qui avait causé la mort de huit nourrissons.

Par Slim O.

Une peine d'une année de prison ferme, assortie d'une amende de 100 000 DA, a été prononcée à l'encontre de deux individus pour «négligence», à savoir le directeur de l'EHS Mère-Enfant «Bachir-Bennacer», le contrôleur médical (chargé de la permanence) étant également sous-directeur chargé des activités médicales. Une condamnation à six mois de prison avec sursis, assortie d'une amende de 50 000 DA, a été prononcée à l'encontre de la coordinatrice chargée de la gestion de la maternité, poursuivie également pour «négligence». Les chefs d'inculpation de «laisser-aller et négligence ayant entraîné la mort accidentelle» ont été abandonnés. Quatre autres prévenus, en l'occurrence la char-

gée du contrôle médical, la cheffe-service de pédiatrie néonatale, un agent d'entretien et une infirmière de nationalité cubaine, ont été acquittés. Le procès des sept prévenus avait eu lieu la semaine dernière en présence de plus de 27 avocats. Quatorze témoins ont été entendus, dans le cadre de ce procès, par le juge des délits, la plupart appartenant au corps médical et paramédical exerçant à la maternité, dont quatre infirmières de nationalité cubaine et 10 témoins nationaux (sept femmes et 3 hommes), alors que cinq autres témoins ont fait défection. Sept mis en cause avaient été placés en détention provisoire, le 25 septembre dernier, par le magistrat instructeur du tribunal d'El-Oued, pour les chefs d'inculpation de «laisser-aller et négligen-

ce ayant entraîné la mort accidentelle», et «dilapidation de deniers publics». Une enquête sécuritaire et judiciaire avait été ouverte concernant l'incendie enregistré à la maternité relevant de l'EHS «Bachir-Bennacer», sise au quartier du 17-October à El-Oued, et ayant coûté la vie à huit nourrissons (3 par brûlures et 5 par asphyxie), suite, selon les enquêtes préliminaires, à un court-circuit électrique d'un appareil anti-moustiques. Les services de la Protection civile ont fait état, le 24 septembre 2019 vers 3h52, de la mort de 8 nourrissons, entre brûlés et asphyxiés par la fumée de l'incendie, et ont secouru 76 autres personnes (11 nourrissons, 37 parturientes et 28 travailleurs et travailleuses de la structure de santé).

S. O./APS

Wilaya de Boumerdès

Destruction d'une bombe

Une bombe de confection artisanale a été détruite par un détachement de l'Armée nationale populaire dimanche à Larbaâta, dans la wilaya de

Boumerdès, indique lundi un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a détruit, le 17 novembre 2019, une bombe de confection artisanale dans la zone de Larbaâta, wilaya de Boumerdès», précise le communiqué. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP «a saisi à Bordj Badji Mokhtar, un véhicule tout-terrain,

1 824 grammes de dynamite, seize tubes d'allumage, sept mètres de mèche de détonation, trois groupes électrogènes, trois marteaux piqueurs et douze sacs de mélange de pierres et d'or brut», note la même source. D'autre part, un détachement de l'ANP, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, «a déjoué à Oran une tentative d'émigration clandestine de cinq individus, dont quatre de nationalité marocaine», ajoute le communiqué.

Y. H.